

# BRÈVES ÉCONOMIQUES AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL  
DE BOGOTÁ

N° 20 – 25 mai 2023

## En bref

Le Venezuela a la deuxième plus forte inflation du monde en avril 2023 avec 440 % g.a., devancé seulement par le Zimbabwe avec 660 % g.a., selon l'économiste Steve Hanke. La Banque centrale du Venezuela (BCV) a publié les chiffres des six derniers mois en mai. L'inflation en 2022 était de 234 % et de 436 % g.a. en avril.

## LE CHIFFRE À RETENIR

# 440 %

C'est l'inflation annuelle en avril au Venezuela : la 2<sup>ème</sup> au monde, selon le professeur et économiste Steve Hanke.

## Zoom sur : La signature d'un accord technique entre le Suriname et les services du FMI.

Un accord entre les autorités surinamaises et les services du FMI a été trouvé dans le cadre de la deuxième revue du programme de redressement économique (EFF), mené avec le soutien financier et technique du Fonds. Cet accord au niveau des services est soumis à l'approbation du Conseil d'Administration du FMI, qui se réunira le mois prochain. Cette approbation débloquerait les fonds associés à la revue (53 M USD, ce qui porterait le total versé à date à 159 M USD). Pour rappel, en décembre 2021, les parties sont parvenues à un accord pour un mécanisme élargi de crédit de plus de 670 M USD. Les revues et les versements associés avaient été bloqués à la suite d'objectifs budgétaires non-atteints par le Suriname, et de certaines réformes n'ayant pas pu être mises en place dans le cadre d'une crise sociale et politique significative. Ainsi, à la suite de l'accord, la croissance devrait remonter à 2,3 % en 2023 et atteindre son niveau potentiel de 3 % dès 2024, bien que le PIB devrait rester inférieur à ses niveaux pré-pandémiques jusqu'en 2028, selon le FMI. Les politiques budgétaires et monétaires doivent rester prudentes et devraient limiter l'inflation à 36 % d'ici la fin de l'année (à 65,7 % g.a. en avril). La dégradation des termes de l'échange et un environnement sociopolitique tendu constituent les principaux risques à court terme. Afin de rétablir la viabilité de la dette souveraine, la restructuration de cette dernière avec les créanciers du Suriname a été cruciale : un accord a été conclu avec les créanciers du Club de Paris et des accords nécessaires sont en négociation « de bonne foi » selon le FMI avec la Chine et l'Inde. Malgré un environnement économique fragile depuis la pandémie, accompagné d'une forte dépréciation et d'une inflation élevée, le Fonds préconise le maintien du régime de taux de change flottant (en place depuis mi-2021, critère d'entrée en programme EFF) ainsi que le maintien des efforts de l'autorité monétaire pour renforcer la surveillance et développer des outils de gestion de crise.





## BOLIVIE

**Entre la pénurie de Dollar et la hausse des prix des combustibles, le Gouvernement peine à importer du carburant.**

Le porte-parole de la Présidence Jorge Richter a révélé que le Gouvernement avait rencontré des difficultés pour acheter du carburant dans le cadre de la pénurie de Dollars étatsuniens (USD) que traverse le pays. Cette pénurie touche la Bolivie dans un contexte difficile, marqué par la hausse significative des prix des combustibles causée par la guerre en Ukraine (en mars 2023, le prix payé par la Bolivie pour importer du diesel était 32 % plus élevé qu'en mars 2022) et par le déclin de la production de gaz bolivien. En effet, selon l'institut d'études statistiques bolivien (INE), la Bolivie est devenue un importateur net d'énergie en avril 2022 en raison d'une acquisition de carburant plus importante que les ventes de gaz. Pour répondre à ce problème d'illiquidité, et pouvoir continuer à importer du combustible, le Gouvernement espère générer plus de devises en monétisant ses réserves d'or *via* la « Ley de oro ».

## COLOMBIE

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-3,9%	-26,7%	1092,8 pts
Change USD/COP	-1,4%	+13,4%	4 467,5
Change EUR/COP	-2,0%	+12,9%	4 787,7
Prix du baril colombien (USD)	+1,7%	-35,2%	73,9

**La pauvreté a diminué en 2022 mais les mesures et constats sont différents.**

L'Indice de pauvreté multidimensionnelle atteint 12,9% en 2022 (vs. 16% en 2021), selon le DANE. Cela signifie que 6,6 M de Colombiens sont encore pauvres selon l'indice (-1 M par rapport à 2020). A noter une grande disparité dans les régions, avec un pic dans le Vichada (75,4%). L'indice prend en compte, à poids égal, les conditions d'éducation, les conditions des enfants et jeunes, l'emploi, les conditions de santé et de logement ainsi que les services publics.

Pour autre mesure, l'ONU et le cabinet de conseil *Inclusión* ont publié un rapport sur l'inclusion productive en Colombie avec l'indice multidimensionnel d'inclusion productive qui prend en compte la sortie de la pauvreté monétaire (qui pèse à hauteur de 25,6%),



l'insertion professionnelle et la protection sociale (38,5 %), l'éducation et le capital humain (35,9 %). Cet indicateur vise à mesurer l'accès au marché du travail et aux « opportunités de générer des revenus dignes et durables » dans un objectif de cibler une sortie de la pauvreté durable. Le constat est qu'en 2021, 70,9 % des adultes se trouvaient dans l'exclusion productive et donc en situation de pauvreté. A titre de comparaison la pauvreté monétaire atteignait 34,3 % en 2021, soit deux fois moins. L'exclusion productive est plus forte en zone rurale (88,7 % vs. 66,2 % zone urbaine) et pour les femmes (74,3 % vs. 67,2 % pour les hommes).

### Le secteur gazier demande la poursuite des contrats d'exploration et d'exploitation pour assurer la transition énergétique.

Les réserves de gaz du pays sont aujourd'hui à leur plus bas niveau en 17 ans (2,8 giga pieds cubes, -11 % g.a.). Au rythme de la demande interne actuelle, les réserves de gaz naturel seraient écoulees d'ici moins de huit ans (7,2 ans), selon le *Centre Régional d'Études Énergétiques (CREE)*. Selon le *Transporteur International de Gaz (TGI)*, le pays dispose des moyens nécessaires pour répondre à la demande d'énergie non-couverte par les énergies renouvelables via le gaz, ce dernier représentant la seule option disponible pour une décarbonisation progressive et à moindre coût. En partant de cela, le secteur gazier souligne au Gouvernement la nécessité de poursuivre les contrats d'exploration et d'exploitation du gaz naturel pendant les 30 prochaines années pour une transition énergétique soutenable.

### Enel suspend la construction du parc éolien à la Guajira.

Alors qu'*Enel Green Power* développait un parc éolien depuis plusieurs années dans la Guajira, la maison-mère a suspendu sa construction pour une durée indéfinie. Cette décision a été prise en raison de l'impossibilité de garantir le rythme de construction du projet. Début mai, l'entreprise avait annoncé que le parc éolien présentait d'importants dépassements de coûts pouvant compromettre la viabilité du projet. Ces dépassements sont liés à « diverses situations indépendantes », notamment de « multiples blocages par certaines communautés ». Depuis le début de la construction, les travaux ont été interrompus 60 % des jours ouvrés. La construction du parc éolien d'une capacité de 205 MW, *Windpeshi*, a progressé à plus de 35 % et était prévue pour le second semestre de 2024 (2 ans de retard par rapport au projet initial).

## EQUATEUR

### Fitch dégrade les perspectives de risque.

*Fitch* maintient la note de l'Équateur (B-) mais revoit les perspectives de « stables » à « négatives ». Cette révision est attribuable à l'incertitude politique au lendemain de la dissolution de l'Assemblée Nationale et à l'appel à de nouvelles élections générales dès le mois d'août. L'agence de notation pointe également le risque de manifestations importantes dans les prochains mois. L'indice EMBI de risque pays s'est maintenu stable ces derniers mois, à un niveau très élevé (1543 au 23 mai).



## Le Président promulgue le deuxième décret-loi portant sur la création de zones franches.

Le Président Lasso a promulgué le deuxième décret-loi portant sur les conditions de création de zones franches. Le décret prévoit la création de « zones spéciales de développement » bénéficiant d'exemptions fiscales comme des exonérations d'impôt sur les sociétés pendant 10 années, de TVA et d'impôt sur les sorties de devises. Les projets d'investissement concernent tous les secteurs et pourront faire l'objet d'initiatives privées. Ce décret doit encore être validé par la Cour Constitutionnelle.

## GUYANA

### Signature d'un Memorandum of Understanding (MoU) entre le Guyana et la IsDB sur le développement du secteur des transports.

Le Ministre des Finances, Ashni Singh a signé un MoU avec la Banque islamique de développement (IsDB) de deux volets. Le premier sur les infrastructures vertes, résilientes et durables, visant à soutenir l'amélioration des infrastructures de base dans les secteurs de l'énergie, des transports, de l'assainissement de l'eau et dans l'accessibilité au logement. Le second a pour objectif de soutenir la diversification économique et l'activité des entreprises avec une meilleure intégration des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) dans la formation, de

l'inclusion financière numérique, le développement des secteurs agricoles, touristiques, miniers et le soutien aux MPME. Le Ministre se trouve actuellement en Arabie saoudite, à la tête de la délégation guyanienne qui participe aux assemblées annuelles du groupe de la IsDB pour 2023. En outre, le Gouvernement du Guyana a signé un MoU pour un montant total de 150 M USD avec le Fonds saoudien pour le développement d'infrastructure pour le secteur du logement et le financement de la construction du pont Wismar à Linden. Pour mémoire, de l'ordre de **7% de la population guyanienne est de confession musulmane.**

## PEROU

### Au T1 2023, les IDE sont en baisse de 50 %.

Selon les données de la Banque Centrale (BCRP), les Investissements Directs à l'Étranger (IDE) se sont élevés à 2,5 Mds USD au cours des trois premiers mois de l'année (-50 % g.a.). Selon les experts de l'Institut péruvien d'économie (IPE), les facteurs internes commencent à peser sur les décisions de nouveaux investissements. Selon eux, les conflits sociaux et le manque d'initiative du Gouvernement pour défendre l'activité privée sont des éléments qui vont à l'encontre de l'investissement, et par conséquent, les entreprises ne réinvestissent plus autant qu'avant. Bien que les manifestations aient cessé aujourd'hui, le risque apparaît comme étant réel. L'IPE affirme que les IDE diminueront cette année en raison de la baisse des niveaux de confiance du pays, ce qui se répercuterait sur le PIB, la consommation, et la création d'emplois.



## L'inflation recule, mais plus lentement que prévu, selon la Banque centrale.

La semaine dernière, le FMI a averti que le principal risque macroéconomique auquel le Pérou est confronté est l'inflation, qui reste supérieure à la cible de la Banque centrale (BCRP). En effet, l'inflation en avril atteint 8,0% g.a. vs. une cible à 2% ± 1 pt%. Julio Velarde, président de la BCRP, a annoncé que la baisse de l'inflation prendra plus de temps qu'initialement prévu, malgré le niveau déjà très élevé des taux directeurs. La Banque centrale a fortement augmenté son taux directeur depuis 2018 : il atteint 7,75 % depuis janvier 2023. Selon l'ancien Ministre de l'Économie Alfredo Thorne, l'inflation convergera vers la fourchette cible au T1 2024. Il estime que, contrairement à 2022, l'inflation en 2023 est due à des facteurs domestiques : les protestations sociales du début de l'année, les fortes pluies dans le nord du pays, ou encore les retombées de la crise des engrais et la sécheresse de 2022.

## Octogones : la possibilité d'utiliser des autocollants pour les produits importés bientôt permanente.

La commission de défense des consommateurs péruviens (CODECO) a approuvé une proposition de loi pour modifier l'art. 10 de la Loi N°30021 de Promotion de l'alimentation saine pour les enfants et les adolescents et rendre permanente la possibilité de permettre aux importateurs et aux PME de coller des étiquettes d'avertissement (octogones) sur les aliments transformés dont la teneur en gras, gras saturés, sodium et sucre dépassent les

limites établies par cette loi. La possibilité d'apposer des étiquettes au lieu d'intégrer directement le symbole sur les emballages a été largement discutée. La dernière extension de la mesure a expiré en décembre 2022. En cas de feu vert du congrès, cette option deviendra permanente.

## SURINAME

### Entretien de la Ministre des Affaires économiques avec l'Ambassadeur de France.

La Ministre des Affaires économiques, Rishma Kuldipsingh, s'est entretenue avec l'Ambassadeur de France au Suriname, Nicolas de Lacoste. Au cours de cette visite, l'Ambassadeur a suggéré une coopération accrue pour renforcer les échanges commerciaux entre les deux pays, avec un accent sur l'encouragement des femmes entrepreneurs afin de contribuer l'égalité des genres. L'Ambassadeur a indiqué que la Guyane française souhaitait également ouvrir davantage ses frontières aux entrepreneurs surinamais et intensifier la création d'opportunités d'investissements bilatéraux. Il est prévu d'organiser un salon pour les entrepreneurs surinamais, de la Guyane française et de plusieurs autres pays.

### Signature d'un contrat de partage de production entre TotalEnergies, QatarEnergy et Staatsolie.

La compagnie pétrolière publique surinamaïse Staatsolie a signé un contrat de partage de



production (PSC) avec la française *TotalEnergies* et *QatarEnergy*. Ce contrat concerne les blocs *offshores* 6 et 8 de la zone SHO (*Western Shallow Offshore*), au sud des récentes découvertes en eaux profondes du bloc 58 et au nord des champs pétroliers en production à terre. Avec le PSC, *Staatsolie* donne aux deux autres entreprises des droits d'exploration, de développement et de production. Les PSC ont une durée de 30 ans et la période d'exploration durera six ans avec un premier puits d'exploration devant être foré au cours de la troisième ou de la quatrième année. Les coûts de la phase d'exploration seront assumés par *TotalEnergies* et *QatarEnergy*.

### **Le Gouvernement s'est entretenu avec le secteur privé.**

L'Association des entreprises du Suriname, l'Association des banquiers du Suriname, l'Alliance ASFA et les Ministres des Affaires économiques (Rishma Kuldipsingh), de la Justice (Kenneth Amoksi) et des Finances (Stanley Raghoebarsingh) ont tenu des consultations sur l'inclusion financière, le programme du FMI, le développement agricole et les mesures visant à stimuler le développement économique. Le Ministre Raghoebarsingh a repris l'exemple de la Jamaïque et de son programme FMI en signalant que le Suriname pourrait apprendre beaucoup.

### **Plusieurs projets découlant des relations avec l'Inde ont été présentés au Ministre Ramdin.**

Huit projets issus de la coopération avec l'Inde ont été présentés au Ministre des Affaires étrangères, Albert Ramdin. Pour financer ces projets, l'Inde met à disposition un montant

maximal de 50 000 USD. Après approbation dans la semaine à venir, 40 % du montant sera fourni pour commencer la mise en œuvre. Les trois autres projets, issus du *Fonds du Programme des Nations Unies pour le Développement* (PNUD), sont des projets plus importants. Pour mémoire, de l'ordre de 27 % de la population surinamaïse est indo-surinamaïse.

## **VENEZUELA**

### **La Banque centrale du Venezuela réalise une intervention de 92 M USD pour freiner la dépréciation du Bolivar (VES) vs. le Dollar étatsunien.**

La Banque centrale du Venezuela a réalisé la plus importante intervention monétaire depuis le début de l'année 2023 : 92 M USD. La BCV intensifie les efforts pour contenir la progression du prix du Dollar, qui s'est apprécié vs. le VES de 5,1% sur le marché officiel et de 6,0% sur le marché parallèle au cours de cette période.

### **Le Ministre du Pétrole et PDG de PDVSA, a présenté les prévisions de production et d'exportations pour 2023.**

Le plan de redressement productif intégral de *PDVSA* présenté par le Ministre du Pétrole et PDG de la compagnie publique, P.R. Tellechea, propose que la production de pétrole brut atteigne 1 M bpj en août (+20% en quatre mois)



et se stabilise à près d'**1,2 M bpj** cette année. Les prévisions pour 2023 portent la production de gaz naturel à 4 035 M de pieds cubes par jour et la production de liquides de gaz naturel à 56 000 bpj. *PDVSA* prévoit des **exportations moyennes de plus de 900 000 bpj et des recettes totales cumulées de près de 13,4 Mds USD.**

**Malgré ces prévisions, le chiffre d'affaires de *PDVSA* a chuté de 16,3% au cours des quatre premiers mois de 2023 par rapport à la même période de l'année précédente.**

Malgré une augmentation de 11% des exportations de pétrole de *PDVSA* sur la période, les recettes pétrolières ont été atteintes par la baisse de 21% du prix moyen du brut Meroy 16 (référence pour le pétrole vénézuélien). Selon les données du site spécialisé *Petroguía*, le CA de *PDVSA* enregistre ainsi une baisse de 16,3% g.a. La baisse a toutefois été freinée grâce à l'apport des *joint-ventures* auxquelles participe l'entreprise étatsunienne *Chevron* (autorisée par l'OFAC depuis fin 2022 à exporter son pétrole),

**Le panier alimentaire de base a de nouveau augmenté de 3,6% en avril et s'est établi à 526 USD.**

La variation cumulée de janvier à avril était de 60,7%, tandis que la variation annualisée était de 492,2%, selon *Cendas-FVM*. Le directeur des *Cendas*, Oscar Meza, indique que les 60 produits qui composent le panier de base équivalent à 13 215 VES. Le pouvoir d'achat du salaire minimum est de 1%, ou en d'autres

termes, les vénézuéliens ont besoin de près de 102 salaires minimums mensuels pour pouvoir l'acheter. Suite aux annonces du 1<sup>er</sup> mai de ne pas indexer le salaire minimal (à 5 USD, l'indexation l'aurait ramené à 30 USD), les salariés bénéficient d'un bonus de 39 USD et les retraités d'un bonus de 19 USD, ce qui ne compense que peu la perte de pouvoir d'achat.

**L'OFAC et l'agence du département du Trésor ont annoncé l'autorisation, jusqu'au 19 novembre, de certaines transactions aux entreprises *Halliburton, Schlumberger Limited, Baker Hughes Holdings et Weatherford International.***

Les transactions et activités autorisées intègrent celles qui sont nécessaires pour « le maintien limité des opérations essentielles au Venezuela ou l'arrêt progressif des opérations au Venezuela » et pour « assurer la sécurité du personnel ou l'intégrité des opérations et des actifs au Venezuela ». Sont également autorisés « la participation aux réunions des actionnaires et du conseil d'administration, le paiement de factures de tiers pour des transactions et des activités autorisées, le paiement de taxes locales et le versement de salaires à des employés et à des contractants au Venezuela ». Cette décision n'autorise pas « le forage, l'extraction ou le traitement, l'achat ou la vente, le transport ou l'expédition de pétrole ou de tout produit pétrolier d'origine vénézuélienne ». Se maintient l'interdiction de participer à la conception, à la construction, à l'installation, à la réparation ou à l'amélioration de tout puits ou de toute autre installation ou infrastructure au Venezuela, ou à « l'achat ou la



fourniture de tout bien ou service, à l'exception de ceux qui sont nécessaires à la sécurité». L'OFAC a également précisé que l'autorisation n'inclutait « aucune transaction liée à l'exportation ou à la réexportation vers le Venezuela de diluants, directement ou indirectement ».

### Trois nouveaux vols hebdomadaires sur la ligne Caracas-Bogotá par Laser Airlines.

La compagnie aérienne vénézuélienne *Laser Airlines* a annoncé se positionner sur la ligne entre les capitales vénézuélienne et colombienne à raison de trois vols hebdomadaires à partir du 12 juin. C'est un nouveau signe de la reprise des relations entre les deux pays.

### La connectivité au Venezuela n'est que de 26 Mo.

Le président de la Chambre des services de télécommunications (*Casetel*), Pedro Marín, a déclaré qu'il est nécessaire de faire de gros investissements pour amener le réseau 5G au Venezuela, où 78% de la connectivité se fait actuellement par le biais des téléphones mobiles. À cet égard il est nécessaire de remplir plusieurs conditions comme, par exemple, que les entreprises du secteur investissent dans l'augmentation de leurs bases radio pour accéder à la technologie et que l'État vénézuélien, par le biais de l'organisme recteur – la Commission Nationale de Télécommunications, *Conatel* – mette aux enchères les bandes de fréquences nécessaires à l'installation. Selon *SpeedTest*, la connexion au Venezuela avant la pandémie était de 7 Mo, alors qu'elle est actuellement de 26 Mo.

## Indicateurs de la semaine

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2023) :

	Population (M)	PIB à prix courants* (Mds USD)	Croissance du PIB		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2023 p	2023 p.	2022	2023 p.	2023 p.	2023 p.	2021	Variation par rapport à 2020	Variation en fin de période, 2023 p.
<b>BOLIVIE</b>	12,13	46,1	3,2	1,8	-2,5	82,3	118	+1	3,6
<b>COLOMBIE</b>	52,16	334,7	7,5	1,0	-5,1	62,0	88	0	8,4
<b>EQUATEUR</b>	18,23	121,3	3,0	2,9	2,0	n.a.	95	+4	2,3
<b>GUYANA</b>	0,794	16,3	62,3	37,2	27,9	29,8	108	+1	6,0
<b>PEROU</b>	34,51	268,2	2,7	2,4	-2,1	33,0	84	+1	3,0
<b>SURINAME</b>	0,624	3,5	1,3	2,3	-0,04	112,2	99	-7	28,2
<b>VENEZUELA</b>	26,54	96,6	8,0	5,0	5,0	n.a.	120	-2	250,0
<b>ARGENTINE</b>	46,76	641,1	5,2	0,2	1,0	76,3	47	0	88,0
<b>BRESIL</b>	215,2	2 081,2	2,9	0,9	-2,7	88,4	87	-1	5,4
<b>CHILI</b>	20,11	358,6	2,4	-1,0	-4,2	36,6	42	+1	5,0
<b>MEXIQUE</b>	131,2	1 663,2	3,1	1,8	-1,0	55,6	86	+2	5,0

Sources : données FMI (WEO, avril 2023), PNUD.

\* Le PIB à prix courants n'est pas corrigé avec l'inflation.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)